

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1999-2000

28 JUIN 2000

Proposition de loi créant un Institut pour l'égalité des chances entre hommes et femmes

(Déposée par Mme Sabine de Bethune et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

La politique d'égalité des chances figure en permanence à l'ordre du jour de la politique belge depuis 1985. Elle n'a cessé de se préciser au fil des années et est ainsi sortie de sa phase expérimentale.

À présent que l'égalité en droit est pour ainsi dire atteinte, il importe de réaliser l'égalité dans les faits et de modifier les structures sociales et les attitudes qui font perdurer l'inégalité. L'existence d'une inégalité de fait entre les femmes et les hommes dans notre pays ressort des chiffres du programme des Nations unies pour le développement. Le niveau de vie des femmes est inférieur de 12 % en moyenne à celui des hommes («*gender development measure*»), tandis que le pouvoir de décision des femmes est inférieur de 40 % en moyenne à celui des hommes («*gender empowerment measure*»).

Le principal défi de la politique d'égalité des chances est celui de réaliser l'égalité de fait entre les femmes et les hommes. Une politique énergique d'égalité des chances passe donc par l'élaboration de nouvelles stratégies.

Il est grand temps que l'on s'attelle, dans le prolongement de la conférence «Pékin + 5», à actualiser, à renforcer et à développer plus avant la structure d'appui de la politique d'égalité des chances. Il convient de créer à cet effet un nouveau centre

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1999-2000

28 JUNI 2000

Wetsvoorstel tot oprichting van een Instituut voor gelijke kansen voor mannen en vrouwen

(Ingediend door mevrouw Sabine de Bethune c.s.)

TOELICHTING

Het gelijkekansenbeleid is sinds 1985 een vast item op de Belgische politieke agenda. Het heeft in de loop der jaren steeds meer vaste vorm gekregen en is de experimentele fase bijgevolg ontgroeid.

Nu gelijkheid in rechte zo goed als gerealiseerd is, ligt de nadruk op het bereiken van gelijkheid in de feiten en het veranderen van maatschappelijke structuren en houdingen die ongelijkheid instandhouden. De feitelijke ongelijkheid tussen vrouwen en mannen in ons land blijkt uit cijfers van het ontwikkelingsprogramma van de Verenigde Naties. Het leefniveau van vrouwen ligt gemiddeld 12 % lager dan dat van mannen («*gender development measure*»), en de beslissingsmacht van vrouwen ligt gemiddeld 40 % lager dan die van mannen («*gender empowerment measure*»).

De belangrijkste uitdaging van het gelijkekansenbeleid voor de toekomst is het realiseren van de feitelijke gelijkheid tussen vrouwen en mannen. Een krachtig gelijkekansenbeleid houdt dus in dat hiervoor nieuwe strategieën moeten worden uitgewerkt.

In de voetsporen van de «Peking + 5»-conferentie is het hoog tijd om de ondersteunende structuur voor het gelijkekansenbeleid te actualiseren, te versterken en verder te ontwikkelen. Hiertoe is er nood aan een nieuw expertisecentrum, een onafhankelijk «Insti-

d'expertise, un «Institut pour l'égalité des chances entre hommes et femmes» qui serait un organe indépendant relevant du niveau fédéral.

La politique d'égalité des chances devrait reposer sur trois piliers :

— le premier pilier, c'est le pilier politique, soit le ministre compétent et son administration (en l'occurrence, le service de l'Égalité des chances du ministère de l'Emploi et du Travail);

— le deuxième pilier, c'est le Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes, qui s'occupe de la concertation avec la société civile et qui remplit une mission consultative;

— le troisième pilier, qui fait encore défaut, ce serait l'Institut pour l'égalité des chances entre hommes et femmes, qui devrait acquérir son expertise de manière autonome et se tenir à la disposition de la politique, de la société civile et des personnes intéressées.

Une politique d'égalité des chances efficace requiert évidemment une collaboration entre ces trois piliers.

Un Institut pour l'égalité des chances doit avoir pour vocation d'acquérir de l'expertise, de fournir des conseils et d'offrir une assistance juridique aux femmes dans le domaine de l'égalité des chances. L'administration et l'Institut pour l'égalité des chances travailleront dans la complémentarité.

Cette manière de procéder présente l'avantage de créer un seul point de contact, qui servirait d'interlocuteur aussi bien pour les pouvoirs publics que pour les entreprises, les particuliers et les institutions.

Cet institut pourrait assumer simultanément les missions suivantes :

- recherche;
- avis;
- documentation et information;
- soutien administratif;
- nouveaux instruments politiques;
- élaboration et suivi de la politique d'intégration;
- élaboration et suivi des rapports d'incidence en matière d'émancipation;
- défense en justice des victimes de discriminations fondées sur le sexe ou le genre, et suivi des procédures de plainte;
- représentation de la Belgique à l'ONU et au niveau européen (par exemple au sein de la «*Commission Status of Women*» et du Comité consultatif pour l'égalité des chances près la Commission européenne).

tuut voor gelijke kansen voor mannen en vrouwen» op federaal niveau.

Het gelijkekansenbeleid zou op drie pijlers moeten steunen :

— de eerste pijler is het politieke beleid, dit wil zeggen de bevoegde minister en haar/zijn administratie (*in casu* de dienst Gelijke Kansen bij het ministerie van Arbeid en Tewerkstelling);

— de tweede pijler is de Raad voor gelijke kansen voor mannen en vrouwen die zorgt voor het overleg met het middenveld en adviserend werkt;

— de derde pijler, die nu nog ontbreekt, is het Instituut voor gelijke kansen voor mannen en vrouwen die onafhankelijk deskundigheid opbouwt en ten dienste stelt van het beleid, het middenveld en individuele geïnteresseerden.

Natuurlijk zal een samenwerking tussen deze drie actoren onmisbaar zijn in het kader van een efficiënt gelijkekansenbeleid.

Een Gelijkekanseninstituut verwerft deskundigheid en verleent advies en rechtsbijstand aan vrouwen inzake gelijke kansen. De administratie en het Instituut voor gelijke kansen werken complementair.

Deze werkwijze heeft het voordeel dat één aanspreekpunt wordt gecreëerd zowel voor de overheid als voor bedrijven, privé-personen en instellingen.

Dit instituut kan tegelijk instaan voor :

- onderzoek;
- advies;
- documentatiefunctie en informatieverstrekking;
- administratieve ondersteuning;
- nieuwe beleidsinstrumenten;
- ontwikkeling en begeleiding van mainstreamingsbeleid;
- ontwikkeling en begeleiding van emancipatie-effectrapportage;
- verdediging in rechte van slachtoffers van geslachts- of genderdiscriminatie en begeleiding van klachtenprocedures;
- vertegenwoordiging van België op UNO- en Europees vlak (bijvoorbeeld bij de «*Commission Status of Woman*» en het Adviescomité gelijke kansen bij de Europese Commissie).

L'Institut pour l'égalité des chances pourra élaborer et introduire de nouveaux instruments politiques en matière d'égalité des chances. Il y a lieu de concevoir des indicateurs de genre donnant la mesure des évolutions constatées dans le domaine de l'égalité des chances et permettant de déterminer les effets de la politique d'égalité des chances. Il y a lieu, en outre, d'assigner des objectifs quantifiables à la politique à mener et d'instaurer un contrôle de genre portant à la fois sur le contenu de cette politique et sur le budget qui y est consacré. Il y a lieu aussi d'établir des statistiques ventilées par sexe.

Cette méthode de travail est déjà appliquée dans plusieurs pays. Depuis le 24 octobre 1983, il existe en Espagne l'*Instituto de la mujer*, qui relève du ministre de l'Emploi et des Affaires sociales. Comme la modification de la législation ne s'est pas avérée suffisante en soi pour maintenir l'égalité de traitement entre hommes et femmes, le gouvernement espagnol a décidé de créer cet institut. Celui-ci a pour mission, d'une part, de promouvoir l'égalité de traitement entre hommes et femmes et, d'autre part, d'encourager la participation des femmes à la vie politique, sociale, économique et culturelle. Pour réaliser ces objectifs, l'institut possède des compétences diverses. Il peut, dans le cadre de sa mission, réaliser des études, collecter et diffuser des informations, donner des avis au gouvernement, nouer et entretenir des contacts avec des organisations non gouvernementales, des organisations internationales, mais également avec des autorités locales. Cet institut est en outre chargé par le gouvernement de veiller au respect de l'égalité des chances dans tous les domaines de la politique.

Les Pays-Bas se sont dotés d'un important centre d'expertise pour l'égalité des chances *E-Quality*, à savoir le *Nederlandse Centrum voor gender en etniciteit*, qui a été créé grâce à des fonds publics le 1^{er} janvier 1998, et qui prend place à côté de l'*International Information Centre and Archives for the Women's Movement* (IIAV).

Des initiatives semblables existent dans d'autres pays européens, tels que la Norvège, où le NIKK (*Nordic Institute for Women's Studies and Gender Research*) a été créé en 1985 dans le cadre d'un plan d'action approuvé par le gouvernement pour promouvoir l'égalité des chances.

Dans notre pays, on a également pris conscience de la nécessité d'un tel institut. C'est ainsi que, dans son avis du 7 avril 2000 sur la proposition de loi tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, le Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes a demandé de prévoir une structure institutionnelle tridimensionnelle en matière d'égalité des chances entre hommes et femmes, laquelle rassemblerait un Institut pour l'égalité des chances entre hommes et

Het Gelijkekanseninstituut kan nieuwe beleidsinstrumenten voor het gelijkekansenbeleid ontwikkelen en invoeren. Genderindicatoren moeten ontwikkeld worden om de evoluties op het gebied van gelijke kansen op kwantitatieve wijze weer te geven zodat het effect van het gelijkekansenbeleid gemeten kan worden. Daarnaast moeten er in het beleid kwantificeerbare streefdoelen opgesteld worden. Een gender-toets zowel op de inhoud van het gevoerde beleid als op de begroting is nodig, alsook naar geslacht opgesplitste statistieken.

Deze werkwijze werd reeds in verschillende landen toegepast. In Spanje bestaat al sinds 24 oktober 1983 het *Instituto de la mujer* dat ressorteert onder de minister van Tewerkstelling en Sociale Zaken. Omdat wetswijzigingen op zich niet voldoende bleken om de gelijke behandeling te handhaven, besloot de Spaanse regering dit instituut op te richten. Het heeft als opdracht enerzijds de sociale gelijkheid tussen mannen en vrouwen te bevorderen en anderzijds de deelname van vrouwen aan het politieke, sociale, economische en culturele leven te stimuleren. Om dit doel te bereiken, heeft het instituut verschillende bevoegdheden. Het kan studiewerk doen, informatie verzamelen en verspreiden, advies geven aan de regering, relaties aanknopen en onderhouden met niet-gouvernementele organisaties, internationale organisaties, maar ook met lokale overheden in verband met hun opdracht. Bovendien ziet dit instituut er in opdracht van de regering op toe dat het gelijkekansenbeleid in alle beleidsvormen gerespecteerd wordt.

In Nederland werd met overheidssteun vorm gegeven aan een belangrijk expertisecentrum voor gelijke kansen *E-Quality*, het Nederlandse Centrum voor gender en etniciteit, dat op 1 januari 1998 werd opgericht, naast het IIAV, het *International Information Centre and Archives for the Women's Movement*.

Andere Europese landen kennen vergelijkbare initiatieven, zoals het NIKK (*Nordic Institute for Women's Studies and Gender Research*). De oprichting van dit instituut in 1995 kaderde in een actieplan ter bevordering van de gelijke kansen, goedgekeurd in de Noorse Ministerraad.

Ook in ons land is het inzicht gegroeid dat er nood is aan een dergelijk instituut. Zo vraagt de Raad van de gelijke kansen voor mannen en vrouwen in zijn advies van 7 april 2000 betreffende het wetsvoorstel ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding, om in een driedelige institutionele structuur te voorzien op het gebied van de gelijke kansen voor mannen en vrouwen, welke een Instituut voor de gelijke kansen van mannen en vrouwen, een Raad voor

femmes, un Conseil pour l'égalité des chances entre hommes et femmes et une Direction de l'égalité des chances (p. 22). Le conseil estime aussi que la défense des victimes de discrimination de genre devrait être attribuée à un Institut indépendant pour l'égalité des chances entre hommes et femmes.

Mme Creyf et M. Vanpoucke ont d'ailleurs déposé à la Chambre des représentants une proposition allant dans le sens souhaité (doc. Chambre, n° 130/1, SE 1999), qui est basée sur une proposition de loi qui fut déposée par Mme Anne Van Haesendonck (doc. Chambre, n° 1951/1, 98/99) sous la précédente législature.

Commentaire des articles

Article 2

L'Institut pour l'égalité des chances entre hommes et femmes est créé après du ministre qui a la Politique d'égalité des chances dans ses attributions.

Article 3

Cet article définit la mission de l'institut.

Article 4

Cet article souligne que l'institut fonctionne de manière autonome et définit ses compétences.

Article 5

Cet article décrit la relation qui existe entre l'institut et le(s) ministre(s) compétent(s).

Article 6

Cet article énumère une série d'éléments qui doivent absolument figurer dans le statut organique de l'Institut à définir par arrêté royal.

Article 7

L'Institut présente un rapport annuel au gouvernement.

*
* *

de gelijke kansen van mannen en vrouwen en een Directie gelijke kansen omvat (blz. 22). De raad acht het ook aangewezen om de verdediging in rechte van slachtoffers van genderdiscriminatie toe te vertrouwen aan een apart op te richten Instituut voor gelijke kansen.

Een voorstel in deze zin is ook ingediend in de Kamer van volksvertegenwoordigers door mevrouw Creyf en de heer Vanpoucke (Stuk Kamer, nr. 130/1, BZ 1999), gebaseerd op het wetsvoorstel van volksvertegenwoordigster Anne Van Haesendonck (Stuk Kamer, nr. 1951/1, 98/99) tijdens de vorige zittingsperiode.

Artikelsgewijze toelichting

Artikel 2

Het Instituut voor gelijke kansen voor mannen en vrouwen wordt opgericht bij de minister bevoegd voor het Gelijkekansenbeleid voor mannen en vrouwen.

Artikel 3

Dit artikel bevat de opdracht van het instituut.

Artikel 4

Dit artikel benadrukt de onafhankelijke werking van het instituut en omschrijft zijn bevoegdheden.

Artikel 5

Dit artikel omschrijft de relatie van het instituut met de bevoegde minister(s).

Artikel 6

Het organieke statuut van het instituut wordt vastgelegd bij koninklijk besluit; hier worden een aantal elementen aangegeven die het zeker moet bevatten.

Artikel 7

Het instituut stelt een jaarlijks verslag op aan de regering.

Sabine de BETHUNE.

*
* *

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Il est créé auprès du ministre qui a la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes dans ses attributions, un Institut pour l'égalité des chances entre hommes et femmes, ci-après dénommé «l'Institut».

L'Institut forme le troisième pilier de la politique d'égalité des chances, les deux autres étant l'Administration compétente et le Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes.

Art. 3

L'Institut a pour mission de promouvoir l'égalité des chances entre hommes et femmes, de combattre toute forme de discrimination fondée sur le sexe et de promouvoir la participation des femmes à la vie politique, économique et sociale.

Art. 4

L'Institut s'acquitte de sa mission en toute indépendance.

L'Institut est notamment habilité à:

1^o rassembler et diffuser des informations et de la documentation concernant le domaine dans lequel il exerce sa mission;

2^o effectuer les recherches nécessaires à l'accomplissement de sa mission;

3^o adresser des recommandations aux pouvoirs publics, aux personnes privées, aux entreprises ou aux institutions, sur la base des résultats des recherches visées au 2^o;

4^o adresser, dans le cadre de sa mission, des avis et recommandations aux pouvoirs publics en vue d'améliorer la réglementation;

5^o développer et encadrer les rapports d'incidence en matière d'émancipation de toutes les décisions influant sur la politique mise en œuvre;

6^o promouvoir la coordination des initiatives prises par les divers pouvoirs publics dans le cadre de la politique d'égalité des chances;

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Bij de minister belast met het Gelijkenkansenbeleid voor mannen en vrouwen wordt een Instituut voor gelijke kansen voor mannen en vrouwen opgericht, hierna het Instituut genoemd.

Het Instituut vormt de derde pijler van het gelijkekansenbeleid naast de bevoegde administratie en de Raad van de gelijke kansen voor mannen en vrouwen.

Art. 3

Het Instituut heeft als opdracht de gelijkheid van kansen voor mannen en vrouwen te bevorderen, elke vorm van discriminatie op grond van het geslacht te bestrijden en de deelname van vrouwen aan het politieke, economische en maatschappelijke leven te bevorderen.

Art. 4

Het Instituut is bij de uitoefening van zijn opdracht volkomen onafhankelijk.

Het Instituut is in het bijzonder bevoegd om:

1^o informatie en documentatie betreffende het domein van zijn opdracht te verzamelen en te verspreiden;

2^o onderzoek en studies uit te voeren die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van zijn opdracht;

3^o aanbevelingen te richten tot de overheid, privépersonen, bedrijven of instellingen naar aanleiding van de resultaten van de in punt 2^o vermelde onderzoeken en studies;

4^o adviezen en aanbevelingen te richten tot de overheid ter verbetering van de regelgeving vanuit het oogpunt van zijn opdracht;

5^o emancipatie-effectrapportering ten aanzien van alle beleidsbeslissingen te ontwikkelen en te begeleiden;

6^o de coördinatie van initiatieven in het kader van het gelijkekansenbeleid van de verschillende overheden te bevorderen;

7° agir en droit dans les litiges relatifs à toute violation des dispositions légales interdisant ou limitant les discriminations fondées sur le sexe ou le genre;

8° représenter la Belgique à l'ONU et au niveau européen.

Art. 5

Les ministres et secrétaires d'État compétents mettent à la disposition de l'Institut les informations nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

L'Institut peut demander l'avis des communautés, des régions, des autorités provinciales et locales ainsi que de tout autre organisme public, si cela s'avère utile à l'accomplissement de sa mission.

Art. 6

Le Roi fixe le statut organique de l'Institut par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Ce statut arrête notamment :

1° la structure de l'Institut, en veillant à assurer une représentation équilibrée des pouvoirs publics et des organisations non gouvernementales;

2° les modalités de désignation de ses membres;

3° le statut de ses collaborateurs;

4° les modalités de son financement.

Art. 7

L'Institut fait annuellement rapport sur sa mission au gouvernement. Une copie de ce rapport est transmise à la Chambre des représentants et au Sénat.

7° in rechte op te treden in rechtsgeschillen waarbij wettelijke bepalingen die geslachts- of genderdiscriminatie verbieden of beperken, worden overtreden;

8° België te vertegenwoordigen op UNO- en Europees vlak.

Art. 5

De bevoegde ministers en staatssecretarissen stellen het Instituut informatie ter beschikking voor het volbrengen van zijn opdrachten.

Het Instituut kan het advies inwinnen van de gemeenschappen, de gewesten, de provinciale en de lokale overheden en van elke openbare instelling als dit nuttig is voor de uitvoering van zijn opdracht.

Art. 6

De Koning bepaalt, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, het organiek statuut van het Instituut.

Dit statuut bepaalt onder andere :

1° de structuur van het Instituut, met inachtnaam van een evenwichtige vertegenwoordiging van de overheid en van niet-gouvernementele organisaties;

2° de nadere regels betreffende de aanwijzing van zijn leden;

3° het statuut van zijn medewerkers;

4° de nadere regels betreffende de financiering.

Art. 7

Elk jaar brengt het Instituut aan de regering verslag uit over zijn opdracht. Een afschrift wordt overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en aan de Senaat.

Sabine de BETHUNE.
Mia DE SCHAMPHELAERE.
Erika THUIS.
Ingrid van KESSEL.
Ludwig CALUWÉ.
Hugo VANDENBERGHE.